

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 48 (1930)
Heft: 102

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern
Samstag, 3. Mai
1930

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Berne
Samedi, 3 mai
1930

Feuille officielle suisse du commerce - Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich
ausgenommen Sonn- und Feiertage

XLVIII. Jahrgang — XLVIII^{me} année

Paraît journellement
le dimanche et les jours de fête exceptés

Monatsbeilage

Supplément mensuel

Supplemento mensile

Wirtschaftliche und sozialstatistische Mitteilungen

LA VIE ÉCONOMIQUE

Rapporti economici

N^o 102

Redaktion und Administration:
Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements —
Abonnements: Schweiz: jährlich Fr. 24.30, halbjährlich Fr. 12.30, viertel-
jährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.30, ein Monat Fr. 2.30 — Ausland:
Zuschlag des Porto — Es kann nur bei der Post abonniert werden — Preis
einzelner Nummern 25 Cts. — Annoncen-Regie: Publicitas A. G. — In-
sertionspreis: 50 Cts. die sechsgespaltene Kolonelle (Ausland 65 Cts.)

Rédaction et administration:
Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique —
Abonnements: Suisse: un an, fr. 24.30; un semestre, fr. 12.30; un trimestre,
fr. 6.30; deux mois, fr. 4.30; un mois, fr. 2.30 — Etranger: Frais de port
en plus — Les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prix du
numéro 25 cts. — Régie des annonces: Publicitas S.A. — Prix d'insertion:
50 cts. la ligne de colonne (Etranger: 65 cts.)

N^o 102

Inhalt — Sommaire — Sommario

Konkurse. — Nachlassverträge. — Faillites. — Concordats. — Falliment. —
Concordat. / Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Provisorisches Handelsabkommen zwischen der Schweiz und Aegypten. — Arrange-
ment commercial provisoire entre la Suisse et l'Egypte. / Beitritte zum Postscheckver-
kehr. — Adhésions au service des chèques postaux.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Konkurrenzeröffnungen — Ouvertures de faillites

(Sch. u. K.-G. 231 u. 232.)

(V. B.-G. v. 23. April 1920, Art. 123 u. 29.)

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der pfandversicherten, auf (Art. 209 SchKG).

Die Grundpfandgläubiger haben ihre Forderungen in Kapital, Zinsen und Kosten zerlegt anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin.

Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden und noch nicht eingetragen sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gutgläubigen Erwerber des belasteten Grundstückes nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinglich wirksam sind.

Desgleichen haben die Schuldner der Gemeinschuldner sich binnen der Eingabefrist als solche anzumelden bei Straffolgen im Unterlassungsfalle.

Wer Sachen eines Gemeinschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht binnen der Eingabefrist dem Konkursamt zur Verfügung zu stellen bei Straffolgen im Unterlassungsfalle, im Falle ungerechtfertigter Unterlassung erlischt zudem das Vorzugsrecht.

Die Pfandgläubiger, sowie Drittpersonen, denen Pfandtitel auf den Liegenschaften des Gemeinschuldners weiterverpfändet worden sind, haben die Pfandtitel und Pfandverschreibungen innerhalb der gleichen Frist dem Konkursamt einzureichen.

Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Bürgen des Gemeinschuldners sowie Gewährspflichtige beizubringen.

(L. P. 231 et 232.)
(O. T. F. du 23 avril 1920, Art. 123 et 29.)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L. P.).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auraient pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tout droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L. P.).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auraient pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tout droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Kt. Bern Konkursamt Bern-Stadt (1223)
Gemeinschuldner: Meyer, Edmund, Primeur, Moserstrasse 15, Bern.
Datum der Eröffnung: 14. April 1930.
Summarisches Verfahren.
Eingabefrist: 23. Mai 1930.

Kt. Luzern Konkursamt Luzern (1224)
Gemeinschuldner: Waltensperger, Alphons, geb. 1884, von Schwarzenberg, gew. Inhaber eines Lebensmittel- und Drogengeschäftes an der Baselstrasse 9, in Luzern.
Datum der Konkurseröffnung: 12. April 1930, infolge Konkursbetreibung und Insolvenzerklärung.
Summarisches Verfahren, gemäss Art. 231 Sch. K. G.
Eingabefrist: Bis 23. Mai 1930.

Kt. Nidwalden Konkursamt Nidwalden in Oberdorf (1225)
Gemeinschuldner: Barmettler, Kaspar, Metzger, Stans.
Datum der Konkurseröffnung: 28. April 1930.
Erste Gläubigerversammlung: 14. Mai 1930, nachmittags 1 Uhr, im Gasthaus z. Tell in Stans.
Eingabefrist: Bis 3. Juni 1930.

Kt. Basel-Land Konkursamt Sissach (1226)
Gemeinschuldner: Hartmann-Richard, Samuel, Mechaniker, von Ziefen, unbeschränkt haftender Gesellschafter der Firma Schneeberger, Hartmann & Co., Neuheiten, Patente, Kommanditgesellschaft, in Gelterkinden.
Datum der Konkurseröffnung: 25. März 1930.
Summarisches Verfahren, Art. 231 Sch. K. G., sofern nicht ein Gläubiger die Durchführung des ordentlichen Verfahrens verlangt und hierfür einen Kostenvorschuss von Fr. 300.— leistet.
Grundeigentum des Gemeinschuldners: Parz. Nr. 2034: 12 a 11 m² Gebäude Nr. 6, Hofraum und Garten, oberes Eifeld, im Grundbuch Gelterkinden.
Eingabefrist für Forderungen und Dienstbarkeiten: 21. Mai 1930.

Kt. St. Gallen Konkursamt St. Gallen (1227^a)
Gemeinschuldnerin: Verlassenschaft des Huber, Georg, von Brunnadern, Wirt z. Pfauen, verstorben am 19. April 1929, Torstrasse Nr. 22, St. Gallen C.
Konkurseröffnung: 25. April 1930.
Erste Gläubigerversammlung: Samstag, den 10. Mai 1930, vormittags 10 Uhr, im Zimmer Nr. 22, städt. Amtshaus, Marktgasse, I. Stock, St. Gallen C.
Eingabefrist für Forderungen: Bis 14. Mai 1930.
Eingabefrist für Dienstbarkeiten: Bis 14. Mai 1930 betreffend nachstehenden Liegenschaften des Gemeinschuldners:
Kat. Nr. 945: Ein Gasthaus, eine Stallung und Remise, m/554,3 m² Gebäudegrundfläche und Hofraum, an der Torstrasse 22 und 22a, in St. Gallen C gelegen.
Kat. Nr. 947: Ein Wohnhaus, mit 350,7 m² Gebäudegrundfläche und Hofraum, an der Torstrasse Nr. 18 in St. Gallen C gelegen, «Zimmetbaum» genannt.
Diejenigen Gläubiger, welche ihre Forderungen anlässlich des öffentlichen Inventars (Schuldenruf) bereits angemeldet haben, sind einer nochmaligen Eingabe entbunden.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(B.-G. 249, 250 u. 251.)

(L. P. 249; 250 et 251.)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

L'état de collocation, origina ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Bern Konkursamt Biel (1228/9)
Gemeinschuldner:
1. Thomet, Ernest, Fabrikation und Handel mit Pierres fines, Mittelstrasse 14 b, Biel.
2. Marchand, Oswald, Bijoutier, Bahnhofstrasse Nr. 39, Biel.
Anfechtungsfrist: 13. Mai 1930.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (1230/31)
Gemeinschuldner:
1. Morand-Gigon, Jules, Basel.
2. Plattner-Dunkel, Ernst, Basel.
Anfechtungsfrist: Innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an.

Kt. Schaffhausen Konkursamt Schaffhausen (1247)
Gemeinschuldner: Brechbühl, Fritz, früher zum Löwen in Barga, jetzt in St. Gallen.
Anfechtungsfrist: Bis 13. Mai 1930.

Kt. St. Gallen Konkursamt St. Gallen (1232)
Gemeinschuldnerin: Firma Hartmann & Co., Kommanditgesellschaft, Hutfabrik, Poststrasse 12, St. Gallen.
Auflage- und Anfechtungsfrist: 7. bis 16. Mai 1930.

Kt. Graubünden Konkursamt Chur (1233)
Gemeinschuldner: Tizzoni-Jenny, Giacomini, Kolonialwaren und Delikatessen, Chur.
Auflage- und Anfechtungsfrist: 7. bis 17. Mai 1930.

Ct. de Neuchâtel Office des faillites de La Chaux-de-Fonds (1241)
Failli: Gervasio, Francesco, négociant, à La Chaux-de-Fonds.
Délai pour interter action en opposition: Jusqu'à 13 mai 1930.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation
(B.-G. 230.) (L.P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.

La faillite sera clôturée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. Zürich Konkursamt Hollingen-Zürich (1242*)

Gemeinschuldnerin: Firma Kuster & Co. «Decora», Reklamegeschäft, Mofackerstrasse 13, in Zürich 7 (unbeschränkt haftende Gesellschafterin Hedwig Kuster, von Eschenbach, in Zürich 7).

Datum der Konkurseröffnung durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich: 15. April 1930.

Datum der Einstellung durch Verfügung des nämlichen Richters: 30. April 1930, mangels Aktiven.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 13. Mai 1930 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen hinreichenden Vorschuss leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kt. Solothurn Konkursamt Lebern, Filiale Grenchen-Bettlach (1234)
in Grenchen

Ueber Flury-Zemp, Lionel, Horlogerie, in Grenchen, ist durch Verfügung des Konkursrichters von Solothurn-Lebern vom 29. März 1930 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des Konkursrichters am 30. April 1930 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 13. Mai 1930 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben ein Betrage von Fr. 400.— Vorschuss leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Verteilungsliste und Schlussrechnung — Tableau de distribution et compte final
(B.-G. 263.) (L.P. 263.)

Kt. Solothurn Konkursamt Lebern, Filiale Grenchen-Bettlach, in Grenchen (1235)
Gemeinschuldnerin: Scilla S. A., Uhrenfabrikation, in Grenchen.
Zehn Tage nach dieser Bekanntmachung wird das Konkursamt zur Verteilung schreiten.

Chiusura della procedura
(L. E. 268.)

Ct. del Ticino Ufficio dei fallimenti di Bellinzona (1243)
Fallito: Grassi, Francesco, macellaio, Bellinzona.
Decreto di chiusura: 29 aprile 1930.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite
(B.-G. 195, 196 und 317.) (L.P. 195, 196 et 317.)

Ct. de Vaud Office des faillites de Montreux (1236)
La faillite prononcée le 16 juillet 1929 contre la Société en nom collectif H. & P. Brun, à Montreux, a été révoquée à la suite de l'homologation du concordat présenté par le failli, et cela par décision du 23 avril 1930, rendue par le président du Tribunal de Vevey. En conséquence, le failli a été réintégré dans la libre disposition de ses biens.

Konkurssteigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite
(B.-G. 257.) (L.P. 257.)

Kt. Zürich Konkursamt Embrach (1009*)
Zweite konkursrechtliche Liegenschaftengant.

Im Konkurs über Meier, Ernst, Möbelgeschäft, in Embrach, dato in Leimbach, Zürich 2, Soodstrasse 839, gelangt Freitag, den 9. Mai 1930, nachmittags 3 Uhr, in der Wirtschaft zur Linde in Embrach auf 2. öffentliche Versteigerung:

1. das Wohnhaus mit Werkstätten Nr. 76, das Waschhaus Nr. 77, zusammen für Fr. 54,000.— asekuert, mit ca. 4 Aren Land im Oberdorf zu Embrach, und
2. ca. 8 Aren Wiesen und Garten unterm Gstein bei Embrach.
Die konkursamtliche Schätzung beträgt: für Ziffer 1 Fr. 25,000.—; für Ziffer 2 Fr. 800.—.
Höchstangebot an der 1. Steigerung: Fr. 10,000.—.
Die Steigerungsbedingungen liegen hierorts zur Einsicht auf.
Der Ersteigerer hat vor dem Zuschlag eine Anzahlung von Fr. 1000.— in bar zu leisten.

Embrach, den 7. April 1930. Konkursamt Embrach:
Julius Kronauer, Notar.

Kt. Aargau Konkursamt Kilm (1189*)
Liegenschafts- und Fahrnissteigerung.

Im ordentlichen Konkursverfahren über Wälty, Werner, Zimerei, Schreinerei und Sägerei, in Schöttland, gelangen die Aktiven zur öffentlichen Steigerung, und zwar:

- A. Freitag, den 30. Mai 1930, 15 Uhr, im Gasthof zum Ochsen, in Schöttland, die Liegenschaften als:
- | | |
|---|-------------|
| 1. 31,66 Aren Gebäudeplatz, Garten und Mattland, Dreistein, Schätzung | Fr. 1,610.— |
| 2. 3,45 Aren Gebäudeplatz und Weg, Dreistein, Anteil | 95.— |
| 3. Wohnhaus Nr. 227 A, geschätzt und brandversichert, Anteil | 17,200.— |
| 4. Werkstattgebäude Nr. 224 A, geschätzt und brandversichert | 15,000.— |
- Zugehör: Verschiedene Maschinen und Werkzeuge laut besonderem Verzeichnis im Schätzungswerte von Fr. 15,700.—.
- Gesamtschätzung: 33,905.—

Die Steigerungsbedingungen mit Lastenverzeichnis liegen vom 20. Mai 1930 hinweg auf dem Konkursamt Kilm zur Einsicht auf.

B. Samstag, den 31. Mai 1930, von 13 Uhr an, auf dem Werkplatz und bei der Werkstatt des Konkursanten, die Fahrnis, als:

2 Blatte Celotex, 2 St. Hobelmaschinenmesser, 1 Gartenbank, 1 Bohrmaschine neu mit 9 Bohrern nebst Kabel, verschiedene Beschläge, Türschloss, Nägel, 1 Schleifapparat, gespaltenes Brennholz, Schwarzenholz, 1 Töff, ferner grössere Posten Holzvorräte (Nutzholz). Unter den Holzvorräten befinden sich sehr schöne Buchenflecklinge, zum Teil gedämpft sowie Föhrenlatten für Fenster. Weit aus das meiste Holz ist unter Dach gut gelagert.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe
(B.-G. 295—297 und 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers
(L.P. 295—297 et 300.)

Den nachbenannten Schuldner ist für die Dauer von zwei Monaten eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Eine Gläubigerversammlung ist auf den unten hiefür bezeichneten Tag einberufen. Die Akten können während zehn Tagen vor der Versammlung eingesehen werden.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire de deux mois.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Une assemblée des créanciers est convoquée pour la date indiquée ci-dessous. Les créanciers peuvent prendre connaissance des pièces pendant les dix jours qui précèdent l'assemblée.

Moratoria pel concordato e invito al creditor d'insinuare i loro crediti
(L. E. 295—297 e 300.)

I debitori qui sotto nominati hanno ottenuto una moratoria di due mesi. I creditor sono invitati ad insinuare i loro crediti presso il commissario nel termine stabilito per le insinuazioni, sotto pena d'essere esclusi dalle deliberazioni relative al concordato.

È indetta un'adunanza di creditor per la data indicata qui sotto. I creditor possono esaminare gli atti nei dieci giorni che precedono l'adunanza.

Ct. del Grigione Circolo della Bregaglia (1244)

La commissione del Tribunale di Circolo della Bregaglia in sua seduta del 24 aprile 1930 accordò il beneficio di concordato di 2 mesi al Giovanoli, Gio. Aug., macelleria a Maloggia, e nominò il sottoscritto a commissario.

I creditor del suddetto debitore vengono esortati a voler insinuare i loro crediti entro il termine di 20 giorni al sottoscritto, rendendoli attenti, che in caso di omissione non avranno diritto di voto nelle deliberazioni sul concordato.

L'adunanza dei creditor avrà luogo sabato il 7 giugno 1930, alle ore 14, nella casa comunale a Maloggia.

Gli atti possono essere esaminati dai creditor a partire dal 28 maggio 1930.

Stampa, li 2 maggio 1930.

Il commissario d'ufficio: Ant. Giacometti.

Kt. Aargau Bezirksgericht Bremgarten (1132*)
Schuldner: Heizmann, Robert, Eisenwarenhandlung, in Bremgarten.

Datum der Stundungsbewilligung durch Beschluss des Bezirksgerichtes Bremgarten: 12. April 1930.

Sachwalter: A. Schmidli, Notar, Wohlen (Aargau).
Eingabefrist: Bis und mit 16. Mai 1930 (nicht 9. Mai), schriftlich beim Sachwalter.

Gläubigerversammlung: Freitag, den 30. Mai 1930 (nicht 23. Mai), vormittags 11 Uhr, im Gerichtssaal, in Bremgarten.

Aktenaufgabe: Während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung beim Sachwalter.

Kt. Aargau Bezirksgericht Lenzburg (1237)
Schuldner: Furter, Eugen, Kistenfabrik und Sägerei, in Staufen.
Datum der Bewilligung der Stundung: 24. April 1930.

Sachwalter: H. Richner, Notar, Staufen.
Eingabefrist: Bis und mit 23. Mai 1930.

Gläubigerversammlung: Mittwoch, den 11. Juni 1930, 14 Uhr, im Bureau des Sachwalters.

Frist zur Einsicht der Akten: 10 Tage vor der Versammlung beim Sachwalter.

Verhandlung über den Nachlassvertrag
(B.-G. 304 und 317.)

Délibération sur l'homologation de concordat
(L.P. 304 et 317.)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Bern Richteramt II von Bern (1238)

Schuldner:
1. Kollektivgesellschaft Lanz & Huber, Autoreparaturwerkstätte und Handel mit Automobilen, Seftigenstrasse 97, in Bern.

2. Lanz, Edwin, Mechaniker, und

3. Huber, Ernst, Mechaniker, beide in Bern, soweit die beiden als Kollektivgesellschaftler für die Gesellschaftsschulden haften.

Termin: Freitag, den 16. Mai 1930, nachmittags 4 Uhr, vor Richteramt II Bern, Zimmer Nr. 39, im Amtshaus Bern.

Bern, den 30. April 1930. Der Gerichtspräsident II: Rollier.

Kt. Aargau Bezirksgericht Aarau (1245)
Nachlassschuldnerin: Aktiengesellschaft J. Zehnder & Söhne, in Gränichen.

Tag, Stunde und Ort der Verhandlung: Mittwoch, den 14. Mai 1930, vormittags 11 Uhr, im Bezirksgerichtssaale in Aarau.

Omologazione del concordato
(L. E. art. 308.)

Ct. del Ticino Ufficio dei fallimenti di Mendrisio (1240)

Con decreto del 7 aprile 1930, il pretore di Mendrisio ha omologato il concordato proposto da Cremonini, Mario, pittore, in Mendrisio, sulla base di un dividendo del 20%.

Il pagamento di detta percentuale viene effettuato immediatamente.

Mendrisio, 30 aprile 1930.

Il commissario del concordato: Avv. G. Catenazzi.

Verschiedenes — Divers

Kt. Solothurn Amtsgerichtspräsident von Balsthal (1246)

Verhandlung über ein Nachlassstundungsbegehren.

Den Gläubigern der Firma Straub, Gottlieb, Schalenfabrik, in Welschenrohr, wird hiedurch zur Kenntnis gebracht, dass die Verhandlung über das vom Schuldner eingereichte Nachlassstundungsbegehren stattfindet:

Dienstag, den 6. Mai 1930, vormittags 11 Uhr, vor Amtsgericht Balsthal. Anbringen können bei der Verhandlung mündlich oder vorher schriftlich gemacht werden.

Balsthal, den 30. April 1930.

Der Amtsgerichtspräsident: Dr. E. Haefely.

Kt. Solothurn Richteram Solothurn-Lebern in Solothurn (1239)
Verhandlung über ein Nachlassstundungsbegehren.

Den Gläubigern des Knöpfli, Walter, Uhrenfabrik Finita Watch, in Grenchen, wird hierdurch zur Kenntnis gebracht, dass die Verhandlung über ein vom Schuldner eingereichtes Nachlassstundungsbegehren stattfindet: Donnerstag, den 8. Mai 1930, vormittags 8 Uhr, vor Amtsgericht Solothurn-Lebern, in Solothurn, Amthaus I Stoek. Einwendungen können bei der Verhandlung angebracht werden.

Solothurn, den 30. April 1930.

Der Gerichtspräsident von Solothurn-Lebern: O. Weingart.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Zürich — Zurich — Zurigo

1930. 28. April. Unter der Firma **Hausbrandzentrale (Centrale des charbons domestiques) (Centrale dei carboni domestici)**, hat sich mit Sitz in Zürich und auf unbeschränkte Dauer am 25. März/12. April 1930 eine Genossenschaft gebildet. Sie bezweckt, die Kohlenkonsumenten der Schweiz mit Kohlen in prima Qualität zu verbilligten Preisen zu versorgen. Zur Erreichung dieses Zweckes werden im Vertrieb der Kohlen vom Produzenten an den Konsumenten Spesen und preisverteuernde Zwischenglieder möglichst ausgeschaltet. (Rationelle Einkaufs- und Absatzorganisation). Ebenso werden die günstigsten Transportbedingungen erstrebt. Die Genossenschaft errichtet zu diesem Zwecke Filialen an allen Plätzen der Schweiz, wo sie ihre Geschäfte ausübt. Als Mitglied der Genossenschaft kann auf schriftliche Anmeldung hin an den Präsidenten durch den Vorstand jede natürliche und juristische Person, die sich zu den konsument-politischen Bestrebungen der Genossenschaft bekennt, dieselbe durch Zuwendung von Aufträgen unterstützt, aufgenommen werden. Natürliche Personen haben bei ihrer Aufnahme mindestens einen, juristische Personen mindestens drei auf den Namen lautende Anteilscheine zu Fr. 100 zu zeichnen und bar einzuzahlen. Weitere Verpflichtungen bestehen für die Mitglieder nicht. Der Austritt kann auf Ende eines Kalenderjahres, auf sechsmonatliche Kündigung hin mittelst eingeschriebenen Briefes, erfolgen; für juristische Personen erfolgt der Austritt infolge deren Auflösung. Die Mitgliedschaft erlischt ferner infolge Ausschlusses und Todes. An austretende wie auch an die Erben verstorbener Mitglieder wird der Betrag der einbezahlten Anteilscheine zum festgestellten Bilanzwert, höchstens jedoch zum Nominalbetrag zurückbezahlt. Diejenigen Kunden der Genossenschaft, die einen regelmässigen Bezug von Kohlen zu Genossenschaftspreisen wünschen, jedoch nicht Genossenschafter sein wollen, haben die Aufnahme in die Kundenliste zu verlangen und bezahlen hierfür eine einmalige Gebühr von Fr. 3. Diese Gebühren und eine vom Vorstand mit der Lieferantenfirma jährlich vertraglich abzumachende Umsatzbonifikation auf Lieferungen, welche jene der Genossenschaft macht, bilden die Einnahmen der Genossenschaft; über deren Verwendung beschliesst die Generalversammlung. Ueber die Entschädigung des Direktors und allfälliger weiterer Vorstandsmitglieder beschliesst der Vorstand. Ueber die Salarierung von Angestellten entscheidet der Direktor. Die Anteilscheine werden im Maximum zu 5% p. a. verzinst. Die Erzielung eines Geschäftsgewinnes wird nicht beabsichtigt. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet lediglich das Genossenschaftsvermögen; jede persönliche Haftung der einzelnen Mitglieder hierfür ist ausgeschlossen. Die Organe der Genossenschaft sind: Die Generalversammlung, der Vorstand von 5—9 Mitgliedern, welchem auch der Direktor angehört und die Kontrollstelle. Alle Vorstandsmitglieder müssen schweizerischer Nationalität sein. Der Vorstand vertritt die Genossenschaft nach aussen. Der Direktor führt Einzelunterschrift; die übrigen Vorstandsmitglieder führen Kollektivunterschrift unter sich je zu zweien. Der Vorstand besteht zurzeit aus: Oscar Bachmann, Kaufmann, von Zürich, in Basel, Präsident und zugleich Direktor; Dr. Hans Duttweiler, Rechtsanwalt, von und in Zürich, Sekretär; Alfred Hafner, Camionneur, von Birmensdorf (Zch.), in Oerlikon; Dr. Willi Strickler, a. o. Bezirksanwalt, von Wädenswil, in Zürich, und Arnold Härry, Ingenieur, von Birrwil, in Zürich, letztere drei Beisitzer. Geschäftslokal: Bahnhofstrasse 90, Zürich 1.

Schreibmaschinen. 28. April. Die im Firmenregister von Aosta unter Nr. 2944 eingetragene Kommanditgesellschaft des italienischen Rechts « Ing. C. Olivetti & C. », mit Sitz in Ivrea (Prov. Turin), bestehend aus den unbeschränkt haftenden Gesellschaftern Ingenieur Camillo Olivetti und Ingenieur Adriano Olivetti, beide italienische Staatsangehörige, in Ivrea, und einem Kommanditkapital von 8,000,000 Lire, welches in 8000 auf den Namen lautende Anteile zu 1000 Lire eingeteilt ist, hat unter der Firma Ing. C. Olivetti & C. Ivrea, Filiale Zürich, in Zürich, eine Zweigniederlassung errichtet, welche durch die Einzelunterschrift der beiden unbeschränkt haftenden Gesellschafter und des Generaldirektors Dino Gatta, Ingenieur, italienischer Staatsangehöriger, in Mailand, verpflichtet wird. Die Statuten datieren vom 29. Oktober 1908; sie wurden letztmals revidiert am 11. April 1929. Die Gesellschaft dauert bis 31. Dezember 1933 und kann laut Art. 16 der Statuten verlängert werden. Für die Filiale Zürich ist Einzelprokura erteilt an Ingenieur Charles C. Finck, von Biezwil (Solothurn), in Zürich. Fabrikation und Verkauf von Schreibmaschinen. Geschäftslokal: Bahnhofplatz 7.

28. April. **Neue Baugenossenschaft Horgen**, in Horgen (S. H. A. B. Nr. 156 vom 6. Juli 1928, Seite 1334). In der Generalversammlung vom 26. Oktober 1929 haben sich die Mitglieder dieser Genossenschaft neue Statuten gegeben. Die bisher publizierten Bestimmungen erfahren dadurch folgende Änderungen: Dem ausscheidenden Genossenschafter wird der Wert seiner Anteilscheine nach Massgabe der Bilanz des der Auszahlung vorhergegangenen Rechnungsjahres, höchstens aber zum Nominalwert, rückvergütet. Der Vorstand vertritt die Genossenschaft nach aussen und es führen der Präsident oder der Vizepräsident mit dem Aktuar oder dem Kassier zu zweien kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift. Max Angele

ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen, Max Schreiber, bisher Aktuar, ist jetzt Präsident und neu wurde als Aktuar in den Vorstand gewählt: Friedrich Grob, Prokurist, von Ganterswil (St. Gallen), in Horgen. Als Vizepräsident amtiert wie bisher Hans Meier, in Horgen.

Fleischschneidemaschinen. — 28. April. Firma **A.-G. van Berkel's Patent & Co.**, in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 250, vom 25. Oktober 1929, Seite 2130). Das Gesellschaftskapital der unbeschränkt haftenden Gesellschafterin «A.-G. van Berkel's Patent» beträgt nunmehr 20,000,000 Gulden. Der Direktor der unbeschränkt haftbaren Gesellschafterin Wilhelmus Adrianus van Berkel wohnt nunmehr in Clarens-Le Châtelard (Vaud).

Verlag und Annoncen. — 28. April. Die Firma **Diener & Castelli**, in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 91 vom 8. April 1921, Seite 702), hat ihr Geschäftslokal verlegt nach Pelikanstrasse 11, Zürich 1, und verzeigt als nunmehrige Geschäftsnatur Verlag und Annoncen. Der Gesellschafter Hans Castelli wohnt nunmehr in Zürich 6.

Verkauf von Garnen usw. — 28. April. Die Firma **The Central Agency Limited**, mit Hauptsitz in Glasgow (Schottland) und Zweigniederlassung in Zürich (S. H. A. B. Nr. 234 vom 5. Oktober 1928, Seite 1905), verzeigt als nunmehriges Geschäftslokal: Stauffacherquai 46, Zürich 4.

Kühlmaschinen. — 28. April. Die Firma **Kelvinator Aktiengesellschaft**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 89 vom 18. April 1929, Seite 790), verzeigt als nunmehriges Geschäftslokal: Uraniastrasse 16, Zürich 1.

Teppiche usw. — 28. April. Die Firma **Karl Liedl**, in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 252, vom 27. Oktober 1927, Seite 1900), verzeigt als Geschäftsnatur Handel in Teppichen aller Art und als Domizil und Geschäftslokal: Röslistrasse 15, Zürich 6.

Drahtgeflechte usw. — 28. April. Die Firma **Emil Hitz**, in Zürich 4 (S. H. A. B. Nr. 214 vom 9. September 1918, Seite 1438), Fabrikation von Drahtgeflechtes und Siebwaren, ist infolge Abtretung des Geschäftes erloschen. Aktiven und Passiven gehen an die Firma « Emil Hitz » in Zürich 4 über.

Inhaber der Firma **Emil Hitz**, in Zürich 4, ist Emil Hitz-Gmür, von Hütten (Zch.), in Zürich 3. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen gleichnamigen Firma in Zürich 4. Fabrikation von Drahtgeflechtes, Metallgeweben und Siebwaren. Birmensdorferstrasse 55.

28. April. **Landw. Verein Meilen**, in Meilen (S. H. A. B. Nr. 126, vom 3. Juni 1929, Seite 1145). Hans Albrecht ist aus dem Vorstand ausgeschieden. Jakob Steiger, bisher Beisitzer, ist nunmehr Quästor. Neu wurde als Beisitzer in den Vorstand gewählt: Jakob Sennhauser, Landwirt, von und in Meilen. Der Präsident oder der Vizepräsident zeichnet mit dem Aktuar kollektiv.

Kosmetisch-chemische Artikel. — 28. April. **Astro A.-G.**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 53 vom 5. März 1930, Seite 472). Der Verwaltungsrat erteilt Einzelprokura an den Geschäftsführer Andreas Strohofer, von Melligen, in Baden. Geschäftslokal: Seefeldstrasse 5, Zürich 8.

28. April. **Vertriebsgesellschaft Helka**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 284 vom 3. Dezember 1927, Seite 2129). Eduard Graf ist als Vorstand zurückgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. Als Vorstand mit Einzelunterschrift wurde neu gewählt Josef Horvath, Kaufmann, von Zürich, in Oerlikon.

28. April. In der Firma **Aktiengesellschaft der Maschinenfabriken Escher Wyss & Cie.**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 91, vom 19. April 1930, Seite 835), ist die Unterschrift von Alfred Zoelly erloschen.

28. April. **«Vita» Lebensversicherungs-Aktiengesellschaft**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 132, vom 10. Juni 1929, Seite 1197). Der Verwaltungsrat hat Kollektivprokura zu zweien erteilt an Charles Landis, von Richterswil, in Kilehberg, und Otto Spahni, von Köniz (Bern), in Zürich.

28. April. **Kraft- & Schmelzwerke Bülach A. G.**, in Bülach (S. H. A. B. Nr. 290 vom 11. Dezember 1929, Seite 2439). Als weitere Verwaltungsratsmitglieder wurden neu gewählt: Max Ritz, Bankprokurist, von und in Basel, und Siegfried Horowitz, deutscher Staatsangehöriger, in Basel. Die Genannten zeichnen je zu zweien unter sich und mit dem bisherigen Verwaltungsratsmitglied Dr. Paul Gubser kollektiv.

28. April. **Konsumverein Oberkempten**, in Oberkempten-Wetzikon (S. H. A. B. Nr. 45 vom 24. Februar 1930, Seite 401). In der ausserordentlichen Generalversammlung vom 6. April 1930 haben die Mitglieder dieser Genossenschaft deren Auflösung und Liquidation beschossen. Die Durchführung der Liquidation ist dem Vorstand übertragen; namens der Firma mit dem Zusatze in Liq. führen Präsident Emil Brunner und Aktuar Gottfried Graf kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift. Die Unterschrift von Kassier Wilhelm Boller ist erloschen.

28. April. Folgende vier Firmen wurden infolge Konkurses von Amtes wegen gelöscht:

1. Lüftungsanlage usw. — **Ribi & Cie.**, in Zürich 6 (S. H. A. B. Nr. 53 vom 5. März 1929, Seite 450), unbeschränkt haftende Gesellschafterin: Catharina Ribi geb. Zimmermann, Kommanditär: Rudolf Ribi, Handel und Installation in Maschinen und Anlagen für Lüftung, Kühlung und Entstaubung.

2. **Baugenossenschaft Kapfhalde**, in Zürich (S. H. A. B. Nr. 86 vom 12. April 1927, Seite 672), und damit die Unterschriften der Vorstandsmitglieder Fritz Ulrich, Karl Beyrer und Friedrich Geng.

3. Baugeschäft. — **Albert Sturzenegger**, in Zürich 4 (S. H. A. B. Nr. 110 vom 14. Mai 1929, Seite 982), Baugeschäft.

4. Spenglerei usw. — **Fritz Schuler**, in Küsnacht (S. H. A. B. Nr. 87 vom 14. April 1930, Seite 797), Spenglerei und Installationsgeschäft.

Seidenstofffabrikation usw. — 29. April. Die Kommanditgesellschaft unter der Firma **Appenzeller, Wettstein & Co.**, in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 217 vom 17. September 1929, Seite 1886), Seidenstoff-Fabrikation; unbeschränkt haftbare Gesellschafter: Carl Appenzeller und Adolf Wettstein; und Kommanditäre: Witwe Anna Appenzeller-Keller, Hans Appenzeller, Max Appenzeller, Frl. Anna Marie Appenzeller, Martha Naegeli-Keller und Mina Streuli-Keller, hat sich infolge Fusion mit der «Mechanische Seidenstoffweberei Bern A.-G.» aufgelöst. Die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven gemäss Bilanz vom 31. Dezember 1929 gehen über an die «Aktiengesellschaft vormals Mechanische Seidenstoffweberei Bern und Appenzeller, Wettstein & Co.», in Zürich. Die seit 1. Januar 1930 von der Firma Appenzeller, Wettstein & Co. getätigten Geschäfte gelten für Rechnung genannter Aktiengesellschaft.

29. April. **Mechanische Seidenstoffweberei Bern A.-G. (Tissage mécanique de Soieries Berne S. A.) (The Berne Silk Mfg. Co. Ltd.)**, mit Hauptsitz

in Bern und Zweigniederlassung in Zürich (S. H. A. B. Nr. 26 vom 1. Februar 1928, Seite 203). In ihrer Generalversammlung vom 9. April 1930 haben die Aktionäre einen Fusionsvertrag vom 27. März 1930 mit der Kommanditgesellschaft «Appenzeller, Wettstein & Co.», in Zürich, zugestimmt, eine Kapitalerhöhung beschlossen und durchgeführt, den Gesellschaftssitz nach Zürich verlegt und neue Statuten festgesetzt. Die Firma der Gesellschaft lautet nun: Aktiengesellschaft vormals Mechanische Seidenstoffweber Bern und Appenzeller, Wettstein & Co. (Société anonyme c'adavant Tissage mécanique de Soieries Berne et Appenzeller, Wettstein & Co.) (The Berne Silk Manufacturing and Appenzeller, Wettstein Associates Limited). Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt. Gegenstand derselben ist: 1. die Herstellung von und der Handel in Seidenstoffen und Geweben ähnlicher Art; 2. die Beteiligung an Unternehmungen ähnlicher Art; 3. Abschlüsse von Geschäften aller Art, welche geeignet sind, den Gesellschaftszweck zu fördern. Das Aktienkapital der Gesellschaft ist von bisher Fr. 1,000,000 auf Fr. 2,100,000 erhöht worden, durch Ausgabe von weiteren 5500 Inhaberaktien zu je Fr. 200; es zerfällt nun in 5000 Aktien A und 5500 Aktien B, alle zu Fr. 200 und auf den Inhaber lautend. Die Aktien A geniessen gegenüber den Aktien B im Falle der Liquidation der Gesellschaft die in § 4 der Statuten näher umschriebenen Vorrechte. Die Gesellschaft hat gemäss Vertrag vom 27. März 1930 das bisher unter der Firma «Appenzeller, Wettstein & Co.» in Zürich geführte Seidenstoff-Fabrikationsgeschäft übernommen, laut Bilanz von 31. Dezember 1929, wonach die Aktiven Fr. 2,176,145.25 und die Passiven Fr. 1,599,158.08 betragen zum Uebernahmepreis von Fr. 576,987.17. In Anrechnung auf den Kaufpreis haben erhalten: die unbeschränkt haftbaren Gesellschafter: Charles Appenzeller 1250 Stück, und Adolf Wettstein 225 Stück, und die Kommanditäre: Witwe Anna Appenzeller-Keller 250 Stück, Anna Marie Wagner-Appenzeller 250 Stück, Hans Appenzeller 250 Stück, Max Appenzeller 250 Stück und Mina Streuli-Keller 100 Stück voll liberierte Gesellschaftsaktien. Für den Restbetrag von Fr. 61,987.17 erfolgen Gutschriften in Konto-Korrent. Gemäss Beschluss der Generalversammlung vom 9. April 1930 werden ferner Forderungen an die Firma «Appenzeller, Wettstein & Co.» von insgesamt Fr. 185,000 durch Übergabe von 925 Stück Aktien B verrechnet. Als offizielles Publikationsorgan der Gesellschaft ist das Schweizerische Handelsamtsblatt bestimmt. Der aus mindestens 5 Mitgliedern bestehende Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft nach aussen; er bestimmt diejenigen Personen, welche zur Firmazeichnung befugt sein sollen; er setzt auch die Art und Form der Zeichnung fest. Hubert Wengle-Jenny gehört dem Verwaltungsrat nicht mehr an. Der Verwaltungsrat besteht zurzeit aus: Dr. Hans Dietler, Bankdirektor, von Kleinlützel, in Zürich, Präsident (hisher); Kurt Büren, Fabrikant, von Ruggell (Liechtenstein), in Zürich, Vizepräsident (bisher); Max Gassmann, Kaufmann, von und in Zürich (bisher); Carl Appenzeller, Fabrikant, von Zürich und Höngg, in Zürich, Delegierter, und Fritz Allemann, Kaufmann, von Tschappina (Grauhünden), in Küssnacht b. Z. (letztere beide neu). Als Direktoren sind ernannt: Carl Appenzeller (obgen. Verwaltungsrats-Delegierter); Fritz Rank, von und in Zürich (bisher), und Adolf Wettstein, von Russikon, in Zürich. Kollektivunterschrift führen der Präsident und der Vizepräsident des Verwaltungsrates, sowie die drei Direktoren. Die bisherigen Kollektivprokuren: Hans Riedweg, von Dietikon, Jean Spoerri, von Unterembranch, und Mareel Weber, von Zürich, alle in Zürich, sind bestätigt. Die vorgenannten zeichnungsberechtigten Personen zeichnen unter sich je zu zweien kollektiv. Die Unterschrift von Hans Nüssli, Direktor, wird gelöst. Geschäftslokal: Tacker 11, Zürich 1. Die seit 1. Januar 1930 von der Firma Appenzeller, Wettstein & Co. getätigten Geschäfte gelten für Rechnung dieser Aktiengesellschaft.

29. April. Unter dem Namen **Golfhotel-Verein Zürich**, hat sich mit Sitz in Zürich und auf unbestimmte Dauer am 28. Februar/28. April 1930 ein Verein im Sinne der Art. 60 ff Z. G. B. gebildet. Sein Zweck ist die Vorbereitung und Förderung des Golfsportes durch das Studium und die Vorbereitung der Errichtung eines dem Golfsport dienenden Hotels auf dem Golfplatz Zürich-Waltikon sowie die Tätigkeit aller damit zusammenhängenden Transaktionen. Die Mitgliedschaft kann von jeder natürlichen oder juristischen Person auf schriftliches Gesuch hin erworben werden. Ueber die Aufnahme beschliesst der Vorstand. Der Austritt kann auf halbjährliche schriftliche Kündigung je auf Ende eines Kalenderjahres erfolgen. Die Vereinsversammlung beschliesst über die Höhe der von den Mitgliedern zu leistenden Beiträge. Zurzeit beträgt der Jahresbeitrag Fr. 2. Die Organe des Vereins sind: Die Vereinsversammlung und der aus 3 Mitgliedern bestehende Vorstand. Der Vorstand vertritt den Verein nach aussen. Er bestimmt diejenigen seiner Mitglieder, welche zur Unterschriftsführung befugt sein sollen und setzt die Form der Zeichnung fest. Der Vorstand besteht aus: Dr. Josef Henggeler, Rechtsanwalt, von Unterägeri (Zug), in Höngg, Präsident; Dr. Eugen Hess, Rechtsanwalt, von Wetzikon, in Zürich; und Dr. Otto Schuppisser, Rechtsanwalt, von Winterthur, in Zürich. Die Vorstandsmitglieder führen einzeln die rechtsverbindliche Unterschrift für den Verein. Geschäftslokal: Löwenstrasse 1, zur Sihlporte.

Bern — Berne — Berna Bureau Bern

Maschinenstrickerei — 1930. 23. April. Die Firma Albertine Gerber, Maschinenstrickerei, in Bern (S. H. A. B. Nr. 11 vom 15. Januar 1929, Seite 85), ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

Südrüchte usw. — 29. April. Otto Freitag, von Kerzers, und Max Schläfli, von Burgdorf, beide in Bern, haben unter der Firma Freitag & Co., in Bern, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Mai 1930 ihren Anfang nimmt. Handel mit Südrüchten und Nahrungsmitteln. Laupenstrasse 12 d.

Verchromung usw. — 29. April. Arthur Walter Stadelmann, von Elgg (Zürich), in Ostermündigen, und Heinrich Mantel, von Elgg (Zürich), in Thun, haben unter der Firma Stadelmann & Mantel, in Ostermündigen (Gde. Bolligen), eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1929 ihren Anfang nahm. Verchromungs- und Vernicklungsanstalt. Stationsweg 295 a.

Wagenreinigungsapparate. — 29. April. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma E. Schwab & Cie., in Bern, Fabrikation von Wagenreinigungsapparaten (S. H. A. B. Nr. 171 vom 24. Juli 1923, Seite 1447), hat sich aufgelöst und ist nach vollständig durchgeführter Liquidation erloschen.

Baumaterialien usw. — 29. April. Das Geschäftslokal der Firma H. von Gunten, in Bern, Baumaterialienhandlung, Wand- und Bodenbeläge

(S. H. A. B. Nr. 102 vom 21. April 1913, Seite 721), befindet sich jetzt: Monbijoustrasse 116.

29. April. **Berner Handelsbank (Banque Commerciale de Berne)**, Aktiengesellschaft, mit Sitz in Bern (S. H. A. B. Nr. 89 vom 18. April 1929, Seite 790). Die Prokura des Wilhelm Kohler ist erloschen.

Elektromechanische Werkstätte usw. — 29. April. Die Kollektivgesellschaft **Güdel & Co.**, mit Sitz in Bern, Vertretung der Fabrikate der «Scintilla» A. G. Solothurn, elektro-mechanische Werkstätte usw. (S. H. A. B. Nr. 249 vom 24. Oktober 1929, Seite 2121), ist infolge Ausscheidens eines der Gesellschafter erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die neue Firma «Güdel & Zaugg», in Bern.

Rudolf Güdel, von Ursenbach, in Bern, und Hans Zaugg, von Zäziwil, in Bern, haben unter der Firma **Güdel & Zaugg**, in Bern, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. April 1930 ihren Anfang nahm. Sie übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Kollektivgesellschaft «Güdel & Co.» in Bern. Vertretung der Fabrikate der «Scintilla» A. G. Solothurn; elektro-mechanische Werkstätte; Prüfstation für elektrische Motoren und Apparate, Reparatur und Verkauf elektrischer Apparate aller Art, insbesondere für Autos. Laupenstrasse 17.

Pâtisserie. — 29. April. Inhaber der Firma **René Jeanrichard**, in Bern-Bümpliz, ist René Jeanrichard-dit-Bressel, von La Sagne (Neuenburg), in Bümpliz. Pâtisserie. Bümplizstrasse 109 in Bern-Bümpliz.

Bureau Erlach

Zifferblatte für Regulatoren usw. — 16. April. Laut Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre vom 24. Oktober 1929 ist der Sitz der Firma **Société Anonyme Etablissement de Gravures chimiques Nidau (Chemische Gravieranstalt A. G. in Nidau)** (S. H. A. B. Nr. 287 vom 8. Dezember 1926, Seite 2144), von Nidau nach Erlach verlegt worden, wobei ausser der Sitzverlegung die Statuten allgemein revidiert wurden. Die Gesellschaft, die nach der Sitzverlegung nunmehr unter der Firma **Société Anonyme Etablissement de gravures chimiques à Cerlier (Chemische Gravieranstalt A. G. Erlach)** ins Handelsregister eingetragen wird, bezweckt die Anfertigung und den Verkauf folgender Artikel: Gravieren und bedruckte Zifferblatte für Regulatoren und kleine Wanduhren, Zähler usw. Zifferblatte für Automobiluhren, Aufschriften für Maschinen, Reklametafeln, Kunst- und Reklamegegenstände. Die ursprünglichen Statuten datieren vom 1. Februar 1926. Die Zeitdauer der Gesellschaft ist unbeschränkt. Das Gesellschaftskapital beträgt Fr. 30,000, eingeteilt in 30 Aktien zu Fr. 1000. Die Aktien lauten auf den Namen und sind voll einbezahlt. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen durch Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Die Organe der Gesellschaft sind die Generalversammlung, die Verwaltung, die Leitung und die Kontrolle. Die Verwaltung besteht aus 3 Aktionären als Mitgliedern. Das bisherige einzige Verwaltungsratsmitglied Jules Ehermann wird entlassen; seine Unterschrift ist erloschen. Entlassen wird auch der bisherige Direktor Charles Nicolet, dessen bisherige Einzelunterschrift ebenfalls erlischt. Als neue Verwaltungsratsmitglieder werden gewählt: Jules Ebermann, von Etoy, Kaufmann, in Biel; Charles Nicolet, von Tramelan-Dessus, Fabrikant, in Erlach, als Leiter der mechanischen Abteilung; Alhert Meyer, von Balsthal, Fabrikant, in Erlach, als Leiter der technischen Abteilung. Als Direktor wird gewählt: Josef Aschwanden, von Altdorf, in Erlach. Er führt zur Vertretung der Gesellschaft nach aussen, mit dem Leiter der technischen Abteilung Meyer, oder mit dem Leiter der mechanischen Abteilung Nicolet, die rechtsverbindliche Kollektivunterschrift.

Bureau Interlaken

Tuch, Schuhe, Bettwaren. — 29. April. Die Einzelfirma **Wwe. Urfer-Mühlmann**, Tuch-, Schuh- und Bettwarenhandel, in Bönigen (S. H. A. B. Nr. 109 vom 27. April 1921, Seite 852), ist infolge Verkaufs des Geschäfts erloschen.

Spezereien. — 29. April. Inhaberin der Einzelfirma **Bertha Sollberger**, in Unterseen, ist Bertha Sollberger, von Wynigen, in Unterseen. Spezereihandlung.

Spezereien, Bäckerei. — 29. April. Inhaber der Einzelfirma **Arnold Feller-Feller**, in Unterseen, ist Arnold Feller, von Strättlingen, in Unterseen. Spezereihandlung und Bäckerei.

Holzschnitzereien. — 29. April. Inhaber der Einzelfirma **Leon Luyten**, in Interlaken, ist Leon Luyten, belgischer Staatsangehöriger, in Interlaken. Holzschnitzereien. Höhweg.

Holzschnitzereien usw. — 29. April. Inhaber der Einzelfirma **Louis Meichtry**, in Interlaken, ist Louis Meichtry, von Erstmat, in Interlaken. Holzschnitzerei, Boin und Elfenhein. Bahnhofstrasse.

Papeterie usw. — 29. April. Inhaber der Einzelfirma **Alfred Blatter-Zimmerli**, in Unterseen, ist Alfred Blatter, von und in Unterseen. Papeterie und feine Lederwaren. Untere Gasse Unterseen.

29. April. Unter der Firma **Ersparniskasse Schwanden bei Brienz** hat sich, nach Massgabe der Art. 678 u. ff. O. R., eine Genossenschaft mit unbeschränkter Haftpflicht ihrer Mitglieder gebildet, mit Sitz und Gerichtsstand in Schwanden bei Brienz. Die Genossenschaft ist beschränkt auf die Gemeinde Schwanden bei Brienz. Sie hat den Zweck: a) ihren Mitgliedern die zu ihrem Wirtschafts- und Geschäftsbetrieb nötigen Darlehen zu beschaffen; b) jedermann Gelegenheit zu geben, seine mässig liegenden Gelder gegen Sparkassabüchlein, Obligationen, Depositen- und Kontokorrentbüchlein verzinslich anzulegen. Mitglieder der Genossenschaft können nur solche Personen werden, welche: a) in bürgerlichen Ehren und Rechten stehen; b) selbständig handlungsfähig sind; c) kreditfähig sind; d) bei keiner andern Kreditgenossenschaft mit solidarischer Haftpflicht der Mitglieder beteiligt sind. Auch juristische Personen (Korporationen, Genossenschaften, Vereine) können Mitglieder werden. Zum Erwerb der Mitgliedschaft ist erforderlich: a) eine schriftliche, unterzeichnete, unbedingte Erklärung des Beitrittes auf Grund der bestehenden Statuten; b) Aufnahme durch Vorstandsbeschluss; c) Eintragung in die Liste der Genossenschaft beim Handelsregister. Die Mitgliedschaft erlischt und zwar immer mit Schluss des Geschäftsjahres: a) durch Wegzug; b) durch Todesfall; c) durch wenigstens dreimonatliche schriftliche Kündigung von seiten eines Mitgliedes; d) durch Ausschluss eines Mitgliedes aus der Genossenschaft. Spätestens innert sechs Monaten nach dem Erlöschen der Mitgliedschaft wird der einbezahlte Geschäftsanteil zurückbezahlt; in der gleichen Frist haben ausgeschiedene Mitglieder allfällige Darlehen zurückzubehalten, sofern dieselben nicht schon früher fällig waren. Gegen Verweigerung der Aufnahme und gegen Ausschluss von seiten des Vorstandes ist innert Monatsfrist Rekurs an den Aufsichtsrat gestattet, welcher endgültig entscheidet. Die Mitglieder sind verpflichtet: a) bei der Aufnahme ein Eintrittsgeld von Fr. 5 zu Eigentum der Genossenschaft zu entrichten; b) einen Geschäftsanteil von Fr. 60 nach Vorschrift des Reglements einzuhezahlen; c) für alle ordnungsgemässen Verbindlichkeiten der Genossenschaft persönlich, unbeschränkt und solidarisch zu haften; d) die Genossenschaftsstatuten zu beobachten und das Interesse der Genossenschaft in jeder Beziehung zu wahren. Ein Mitglied kann sich nur

mit einem Geschäftsanteil beteiligen; derselbe darf während der Dauer der Mitgliedschaft von der Genossenschaft weder ausbezahlt noch im geschäftlichen Verkehr als Pfand genommen werden. Die einbezählten Raten des Geschäftsanteils bilden das Geschäftsguthaben eines Mitgliedes. Der jährliche Überschuss der Aktiven über die Passiven bildet den Reingewinn. 50 % des Reingewinnes werden zum voraus dem Reservofonds überwiesen. Von den übrigen 50 % setzt die Generalversammlung den Zins für die einbezählten Geschäftsanteile fest, welcher 5 % nicht übersteigen darf. Der Rest fällt ebenfalls in den Reservofonds. Die Organe der Genossenschaft sind: a) die Generalversammlung; b) der Vorstand von drei Mitgliedern; c) der Kassier; d) der Aufsichtsrat von 3 Mitgliedern. Die rechtsverbindliche Unterschrift nach aussen führen der Präsident, der Vizepräsident und der Aktuar des Vorstandes durch Kollektivzeichnung je zu zweien. Der Vorstand wurde bestellt wie folgt: Präsident: Hans Gander, Schnitzler; Vizepräsident: Andreas Mäder, Landarbeiter; Aktuar: Adolf Mäder, Schnitzler; alle von und in Schwanden.

29. April. Unter der Firma **Strandbad Brienz A. G.** hat sich, mit Sitz in Brienz, laut Statuten vom 12. April 1930 eine Aktiengesellschaft gegründet, deren Dauer unbeschränkt ist. Die Gesellschaft bezweckt den Bau und Betrieb eines Strandbades in Brienz. Das Aktienkapital beträgt Fr. 32,000 und ist eingeteilt in 320 auf den Namen lautende Aktien zu Fr. 100. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen rechtsverbindlich durch Veröffentlichung im Anzeiger für den Amtsbezirk Interlaken, soweit nicht Gesetz und Verordnung die Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt vorschreiben. Dem Verwaltungsrate, der aus 7 Mitgliedern besteht, gehören an: Walter Müller, von Näfels, Hotelier, in Brienz, als Präsident; Mathäus Kuster, von Brienz, Hotelier, in Brienz, als Vizepräsident; Hans Juillerat, von Rebevelier, Kaufmann, in Brienz, als Sekretär-Geschäftsführer; Friedrich Pfäffli, von Signau, Metzgermeister, in Brienz; Adolf Gander, von Schwanden, Maler, in Brienz; Heinrich Nägeli, von Innetkirchen, Wirt, in Brienz; Arnold Linder, von Wallenstadt, Wirt, in Brienz. Die rechtsverbindliche Unterschrift für die Gesellschaft führen der Präsident Walter Müller, der Vizepräsident Mathäus Kuster und der Sekretär Hans Juillerat durch kollektive Zeichnung zu zweien. Geschäftslokal: Hotel Kreuz in Brienz.

Bureau Meiringen (Bezirk Oberhasle)

Sägerei, Holzhandlung. — 28. April. Die Firma **Otto Jossi-Abplanalp**, in Meiringen, Sägerei, Holzhandlung (S. H. A. B. Nr. 86 vom 1. April 1920, Seite 618), ist infolge Verkaufes des Geschäftes erloschen.

29. April. Die **Aareschlucht Aktiengesellschaft Willigen**, mit Sitz in Willigen, Gemeinde Schattenhalb (S. H. A. B. Nr. 158 vom 10. Juli 1929, Seite 1444), hat in ihrer Generalversammlung vom 15. Februar 1930 an Stelle des verstorbenen Verwaltungsratsmitgliedes Johann Mühlenmann, dessen Unterschrift erloschen ist, gewählt: Kaspar Kehrl, Kassaverwalter, von Innetkirchen, in Meiringen. In der Verwaltungsratsitzung vom 22. Februar 1930 hat sich der Verwaltungsrat konstituiert, wie folgt: Präsident: Wilhelm Eugen Liesegang-Perrot, Privatier, von und in Meiringen (bisher Beisitzer); Vizepräsident: Kaspar Kehrl, Kassaverwalter, von Innetkirchen, in Meiringen; Kassier: Kaspar Glattthard, Landwirt, von und in Innetkirchen (bisher); Beisitzer: Kaspar Moor, alt Antsrichter, von Schattenhalb, in Geisholz (bisher Präsident); Materialverwalter: Kaspar Abplanalp-Moor, Landwirt, von Schattenhalb, in Geisholz (bisher). Die rechtsverbindliche Unterschrift führen der Präsident und Vizepräsident einzeln. Die Unterschriftsberechtigung des Kaspar Moor ist somit erloschen.

29. April. Die **Darlehenskasse Guttannen**, mit Sitz in Guttannen (S. H. A. B. Nr. 263 vom 8. November 1928, Seite 2123), hat in ihrer Generalversammlung vom 6. Juli 1929 ihre Statuten revidiert. Danach besteht der Vorstand nun aus 5, statt bisher aus 3 Mitgliedern. Als weitere Mitglieder des Vorstandes ohne Unterschrift wurden gewählt: Melchior Schild, Landwirt, von und in Guttannen, und Kaspar Oth, Landwirt, von und in Guttannen.

Bureau de Moutier

Tissus, confections, etc. — 28. avril. Marie Blanchard, de Malleray, à Malleray, et Rose Blanchard, de et à Malleray, ont constitué à Malleray, sous la raison sociale **Blanchard Sœurs, Au Bon Marché, Malleray, Ancienne Maison Bernheim**, une société en nom collectif ayant commencé ses opérations le 15 janvier 1926. Tissus, confections, etc.

Auberge. — 28. avril. La raison individuelle **Albert Affolter-Romy**, exploitation de l'auberge de la Croix-Fédérale, à Sorvilier (F. o. s. du c. du 6 septembre 1921, n° 220, page 1754), est radiée d'office ensuite de départ du titulaire.

Commerce de chaussures. — 28. avril. La raison individuelle **J. J. Bechtel**, à Moutier (F. o. s. du c. du 29 août 1907, n° 216, page 1514), est radiée ensuite de décès du titulaire.

Chaussures. — 28. avril. Le chef de la raison individuelle **Veuve Rosalie Bechtel**, à Moutier, est **Rosalie Bechtel**, veuve de Jean-Jacques, de Elay, à Moutier. Commerce de chaussures.

Boulangerie. — 28. avril. Le chef de la raison individuelle **Georges Frossard**, à Courrendlin, est **Georges Frossard**, de Epiquez, à Courrendlin. Boulangerie.

Boulangerie, épicerie. — 29. avril. Le chef de la raison individuelle **Georges Froidevaux**, à Moutier, est **Georges Froidevaux**, du Bémont, à Moutier. Boulangerie, épicerie.

Auberge. — 29. avril. Le chef de la raison individuelle **Gottlieb Habegger**, à Crémines, est **Gottlieb Habegger**, de Trub, à Crémines. Exploitation de l'auberge du Rütli.

Bureau Schosswil (Bezirk Konolfingen)

Gasthof. — 28. April. Die Einzelfirma **Fritz Hofer**, Betrieb des Gasthofs zum «Löwen» in Kiesen (S. H. A. B. Nr. 291 vom 12. Dezember 1923, Seite 2322), ist infolge Veräußerung des Geschäftes und Wegzuges des Inhabers erloschen.

Bureau Trachselwald

29. April. Die folgenden Firmen sind infolge des vor mehreren Jahren erfolgten Wegzuges der Inhaber erloschen und werden gestrichen:

1. Milch, Käse usw. — **Hulliger**, Milch-, Käse- und Butterhandlung, in Huttwil (S. H. A. B. Nr. 140 vom 19. Juni 1917, Seite 989);
2. Metzgerei. — **Hans Mathys**, Metzgerei zur Eintracht, in Huttwil (S. H. A. B. Nr. 229 vom 16. September 1921, Seite 1818);
3. Bäckerei. — **Hans Schaller**, Bäckerei und Konditorei, in Huttwil (S. H. A. B. Nr. 119 vom 25. Mai 1923, Seite 1038).

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Cossonay

1930. 28. avril. Le **Syndicat d'Élevage de Grancy**, société coopérative dont le siège est à Grancy (F. o. s. du c. des 12 mars 1910, page 435, et 6 décembre 1924, n° 287, page 2003), a, dans son assemblée générale du 7 mars

1930, modifié ses statuts et apporté par là, les modifications suivantes aux faits publiés: Le comité est composé d'un président et d'un secrétaire-caissier. Ce dernier peut-être pris en dehors des membres du syndicat. Le comité est nommé pour trois ans par l'assemblée générale et rééligible. La signature sociale appartient aux deux membres du comité, signant collectivement. Dans cette même assemblée du 7 mars 1930, dite société a nommé son comité comme suit: Président: Jean Moinat, de Lavigny, domicilié à Grancy, agriculteur; secrétaire-caissier: Edmond Rochat, de l'Abbaye, domicilié à Grancy, instituteur. Edouard Peter et Camille Devantay, dont les signatures sont radiées, ont cessé de faire partie du comité. La signature sociale appartient dorénavant au président Jean Moinat, signant conjointement avec le secrétaire-caissier Edmond Rochat.

Bureau de Lausanne

29. avril. Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Lausanne, association ayant son siège à Lausanne (F. o. s. du c. du 7 janvier 1926). L'assemblée générale du 28 avril 1930 a conféré la signature sociale individuelle au président de la caisse: Pierre-Thomas Dufour-Mercier, de Lausanne et Châtelard (Montroux), ingénieur, à Lausanne.

Bureau de Morges

Café. — 28. avril. Raison individuelle **Marius Oberson-Scaglia**, à St-Prex (F. o. s. du c. n° 149 du 29 juin 1929, page 1364). Le titulaire de la raison Antonin-Marius Oberson, de Favargny-le-Grand et de Berlen (Fribourg), à St-Prex, et son épouse Eva-Blanche née Scaglia, ont adopté, suivant contrat de mariage du 17 mars 1930, le régime de la séparation de biens.

Bureau de Moudon

29. avril. Le **Syndicat d'élevage & d'amélioration du petit bétail de Moudon**, société coopérative, ayant son siège à Moudon (F. o. s. du c. du 3 septembre 1928, page 1700), a renoncé à son inscription au registre du commerce. Sa liquidation en tant que société coopérative étant terminée, cette raison est radiée.

Genève — Genève — Genève

1930. 28. avril. **Société anonyme des Minoteries de Plainpalais**, ayant son siège à Plainpalais (F. o. s. du c. du 9 avril 1929, page 721). Henri-Louis Duchosal, arbitre de commerce, de Chancy, à Genève, a été nommé membre du conseil d'administration, avec signature collective à trois, en remplacement de Louis Bourgeois, dont les fonctions ont pris fin, lequel est radié et dont les pouvoirs sont éteints.

28. avril. **Société d'Exploitation des Ports Francs et des Entrepôts de l'Etat de Genève**, société anonyme ayant son siège à la Voie Creuse (Petit-Saconnex) (F. o. s. du c. du 3 avril 1926, page 604). Le conseil d'administration est actuellement composé de: James Véron, président; Fernand De Vaud, secrétaire; Louis Weber; François Dupont; Francis Reverdin; Pierre Coulin; Antoine Rehfoos; Marc Odier; Roger Demierre; Auguste Dupont; François Levéque (tous inscrits); Henri Trabold, négociant, de Thônex, à Genève; Jules Poney, expert-comptable, conseiller administratif de la commune des Eaux-Vives, de Genève, aux Eaux-Vives; Jacques Gros, agriculteur, député, de Dardagny, à Bourdigny, et Francis Fert, transitaire, de Genève, aux Eaux-Vives. Sa signature est donnée par la majorité des membres du conseil ou par l'un d'eux délégué à ces fins. Les administrateurs M.-Antoine Rey-Bousquet; Cédéon Dériaz; Marc Rojoux et Claudius Berthoud sont radiés et leurs pouvoirs éteints.

Produits émaillés ou métallisés à base de ciment, etc. — 28. avril. Dans son assemblée générale du 28 mars 1930, la **Société industrielle pour l'Exploitation en Suisse des Procédés Séailles Société Anonyme**, ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 14 avril 1928, page 741), a nommé comme administrateur **Albert Nobile**, de Genève, entrepreneur, demeurant à Genève; il signe collectivement avec un membre du comité de direction. Charles Anthonioz, administrateur et membre du comité de direction, démissionnaire, est radié et ses pouvoirs sont éteints. Dans son assemblée générale extraordinaire du même jour, la société a modifié ses statuts sur un point non soumis à publication (création de bons de jouissance).

Bijouterie et orfèvrerie. — 28. avril. La société anonyme dite **A. Collet S. A.**, établie à Genève (F. o. s. du c. du 24 juillet 1913, page 1208), a, dans ses assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 7 avril 1930: 1. modifié ses statuts en ce sens que la société sera dorénavant administrée par un conseil d'administration composé de 1 à 3 membres (au lieu de quatre); 2. accepté la démission d'Henri Badel, de ses fonctions d'administrateur, lequel est radié et ses pouvoirs d'administrateur-délégué éteints; le conseil d'administration reste composé de Georges Couchet, président, industriel, de Vandœuvres, à Bossey (Haute-Savoie); Ernest Ponti, bijoutier, de nationalité italienne, à Plainpalais; et Maurice Collet, secrétaire, négociant, de et à Genève. Dans sa séance du 11 février 1930, le conseil d'administration a nommé l'administrateur **Maurice Collet**, aux fonctions d'administrateur-délégué, ayant seul et individuellement la signature sociale.

Horlogerie en tous genres, etc. — 28. avril. Dans son assemblée générale extraordinaire du 16 avril 1930 dont le procès-verbal a été dressé par Me M. Rehfoos, notaire, à Genève, l'**Établissement Micosca**, société anonyme ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 4 avril 1929, page 680), a modifié ses statuts en ce sens que la raison sociale devient **Établissement Amicosca S. A.**

Opérations mobilières et immobilières, etc. — 28. avril. Suivant procès-verbal authentique reçu par Me Edmond-Charles Binet, notaire, à Genève, substituant Me Robert Martin, aussi notaire, à Genève, le 15 avril 1930 et statuts à la même date y annexés, il a été constitué sous la dénomination de **Pergola S. A.**, une société anonyme ayant pour but d'effectuer soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, soit en participation avec des tiers, toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles et financières et notamment l'acquisition, la possession, l'exploitation et la vente d'immeubles sis hors du canton. Le siège de la société est à Genève. Sa durée est indéterminée. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le capital social est de fr. 50,000, divisé en 100 actions de fr. 500 chacune. Les actions sont nominatives. La société est administrée par un conseil d'administration composé de 1 à 5 membres. Elle est valablement engagée par la signature de l'administrateur s'il n'en est nommé qu'un seul ou par la signature collective de deux administrateurs s'il en est nommé plusieurs. L'administrateur unique est **René Gampert**, Dr. en droit, employé de banque, de Genève, aux Eaux-Vives. Siège social: Rue de la Confédération n° 2, en les bureaux du Comptoir d'Escompte de Genève.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Provisorisches Handelsabkommen zwischen der Schweiz und Aegypten

Am 19. April 1930 haben der Präsident der Schweizerischen Handelskommission in Kairo und der Aegyptische Minister des Auswärtigen durch Notenaustausch ein provisorisches Handelsabkommen zwischen der Schweiz und Aegypten abgeschlossen, das am gleichen Tage in Kraft getreten ist.

Dieses Abkommen ersetzt dasjenige vom 9. Juni 1928, das von Aegypten auf den 16. Februar 1930 gekündigt worden war.

Jede der beiden Regierungen erklärt sich darin unter der Bedingung vollständigen Gegenrechts bereit, auf die Erzeugnisse des andern Landes die Meistbegünstigung anzuwenden. Aegyptischerseits wird vorbehalten die Behandlung, die Aegypten den sudanesischen Erzeugnissen einräumt oder die auf Grund regionaler Abkommen den Erzeugnissen gewisser Grenzländer zugestanden werden könnte.

Das Abkommen kann von der einen wie von der andern der beiden Vertragsparteien jederzeit auf drei Monate gekündigt werden. 102. 3. 5. 30.

Arrangement commercial provisoire entre la Suisse et l'Egypte

Le 19 avril dernier, le président de la Commission commerciale suisse au Caire et le Ministre égyptien des affaires étrangères ont procédé à un échange de notes portant conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Suisse et l'Egypte. Cet arrangement est entré en vigueur le même jour et remplace celui du 9 juin 1928, dénoncé par l'Egypte au 16 février 1930.

Sous condition d'une entière réciprocité, chacun des deux Gouvernements consent à appliquer aux produits de l'autre pays le traitement de la nation la plus favorisée. Des réserves sont faites en ce qui concerne le régime accordé par l'Egypte aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes de l'Egypte, en vertu de conventions régionales.

L'arrangement pourra être dénoncé en tout temps par l'un ou l'autre des deux pays moyennant un préavis de trois mois. 102. 3. 5. 30.

Postscheckverkehr — Chèques postaux

Nr. 17. Neue Beitritte — 26. IV. 1930. — Nonvelles adhésions

Arwanngen: III a. 270 Schwarz, Jean, Kaufmann. Andelfingen: VIII b. 549 Vogel-schutzverein des Bezirkes Andelfingen. Baisthal: Va. 1404 Felber, W., Bäcker-Konditorei. Basel: V. 10269 Ehrsam, Gustav, Spengler und sanitäre Anlagen. — V. 9773 Hellos Kronleuchter A.-G. — V. 8560 Hilfe für das russisch-orthodoxe theologische Institut in Paris. — V. 9625 Kantonales Wettfahren 1930 verbunden mit 25jährigem Jubiläum des Wasserfahrvereins St. Alban. — V. 6784 Martin & Schlageter. — V. 10217 Müry-Mayer, W. E. — V. 9334 Pfeiffer, Jakob, Tapeziermeister. — V. 8214 Raull, August, Handelsdrucker. — V. 10262 Schröder, Herrmann. — V. 6503 Union Schweizerischer Metalarbeiter, Zentrale. Bern: III. 7301 Herzog, Walter, Mech. Zimmerei. — III. 4303 Kellenberger, M., Fran, vorm. Knechtli & Borel. — III. 5515 Mikrokologische Gesellschaft (M. G. B.). — III. 4807 Rabinowitsch, Rajja, Frau, Versandgeschäft. — III. 5684 Verzeichnis der Telefon-Teilnehmer der Stadt Bern, Privatvergabe, Verlag O. Wehrli & Söhne. Biel: IV a. 2280 Häslar, F., Schulbuchverlag. — IV a. 2281 Howald, R., Royal Schreibmaschinen. — IV a. 2275 Kavallerieverein, Bossonnens. II b. 820 Mutualité scolaire de la Basse-Valley. Brannen: VII. 4517 Militärschiessverein Brunnen-Engelholz. — VII. 4527 Winkler, Paul, Kaufmann. Buchs (Aarg.): VI. 3341 Martinelli, A., Baugeschäft. Burgdorf: III b. 822 Sprecher, G., Dr. La Chaux-de-Fonds: IV b. 710 Saes-Bourquin, M., horlogerie. Chassay: XI a. 1556 Pedrolini, Fernando. Davos: X. 2156 Kaltenbrunner-Sandmeyer, Alfred, Schneider. Domptère (Vd.): II. 4053 Diserens, Paul, scierie. Dullikon: V. 1053 Fréler Schiessverein. Eins: X. 2142 Frauenverein Eins. Ettenhausen b. Aadorf: VIII c. 1321 Fahnenweisschess der Feldschützengesellschaft. Franenfeld: VIII c. 1329 Greuter, Fritz, Kolonialwaren und Drogen. Genève: I. 419 Conter, Yvonne, Melle., estampes dessins. — I. 463 Fondation genevoise pour la vieillesse.

— I. 918 Autonomie communale Eaux-Vives. — I. 1616 Sport Club Tennis, Carouge. — I. 2201 Conseil international des infirmières - Weltbund der Krankenpflegerinnen - International Council of Nurses. — I. 3006 Mastracks, L. — I. 8109 Junod, Edouard J., professeur. — I. 4918 Vinzio, André, entreprise de charpente et menuiserie. Gcra-Verzasa: XI. 1350 Consorzio tori. Grand-Sacconnex: I. 3279 Vletti, M., entreprise de serrurerie. Gwatt: III. 7675 Oberländ. Matschschützen-Verband. Herisau: X. 2926 Appenz. A.-Rh. Kantonalschützenfest 1930, Schiesskomtee. Hubersdorf: Va. 792 Sutter, R., Baugeschäft. Laufenburg: VI. 2634 Kneubuehler & Fischinger, Solbad und Kurhaus a. Rbeu. Lausanne: II. 4572 Associazione nazionale combattenti italiani, sezione di Losanna. — II. 4568 Groupsa S. A. — II. 816 Mignot, Mme. — II. 4557 Pro casa degli Italiani, R. Consolato d'Italia, Losanna. Leystu: II b. 510 Gall-Ravichini, Georges A., architecte. — II b. 1032 Béguin, H., pension Mont-Riant. Litzbri: X. 2131 Homosan-Produkte, Abt. der A.-G. für chemische und pharmaceutische Produkte, C. d'Heureuse. — X. 1742 Humagsolan-Depot, Abtlg, der A.-G. für chemische und pharmaceutische Produkte, C. Eper. Loearno: XI. 1594 Chiericati, Bruno, rappresentante. — XI. 1580 Hotelia S. A. — XI. 1192 Sciaroni, Antonio, Dr. med. Luzern: VII. 4525 Hammer, Josef, Schneide-Institut. — VII. 4521 Luzerner Christlichsozialer Kantonalverband. — VII. 3653 Reika A.-G. — VII. 452 Retskasse des Feldschützervereins Luzern. Lyss: IV a. 234 Joss, Ernst, Versicherungsagentur. Mäunedorf: VIII. 16598 Armenpflege. Melkirch: III. 614 Schulkassier. Montreux: II b. 937 Société d'Artillerie de Montreux. — II b. 1034 Contemporains de 1889 de Montreux et environs. — II b. 1039 Raoul, Dumuid, maréchalric, carrosserie. — II b. 852 Slazenger's Lted. Morbio-Inferior: XIa. 1775 Filharmonica conservatrice. Mörken: VI. 3329 Schützenverein Mörken, Ehr- & Freischiesen. Münchenstein: V. 10126 Henzi, Erwin, Garage Reichenstein, Auto-Reparaturwerkstätte, Kreuzmatt. Murgenthal: Vb. 1061 Grollmund, Walter, Vertreter. Neuchâtel: IV. 1805 Rueff, Alfred. — IV. 1802 Société de tir « Infanterie », tir du cinquanteaire. Niedererlangen: Va. 1403 4. Soloth. Orchester-Tag. Nohaige: IV. 1801 Fête cantonale des gymnastes aux nationaux. Oftringen: Vb. 1058 Born, E., & Sohn, Mechaniker und Elektroinstallateure. Rothrist: Vb. 679 Aarg. Kunstturntag, Gabenkommitee. Rüschlikon: VIII. 17882 Bell, Emil, Dr. St. Gallen: IX. 4834 Willi, Jean, Automobile. — IX. 5484 Bertsch, Franz, Privat. — IX. 5486 Reiner, Hans. Senzach: VIIIb. 847 Schweiz. Krankenkasse Helvetia, Sektion Seuzach. Stans: VII. 4502 Wyss, Th., Schlosserei, Installationsgeschäft. Stelngruben: Va. 1273 v. Büren, Eugen, Magaziner. Thüfelen: IVa. 2138 Egolf, Hans, Elektr. Unternehmungen. Vevey: IIb. 1033 Baumgartner, Gve., courtier. — IIb. 672 Association des contemporains de 1885 de Vevey et environs. — IIb. 1035 Juvet, H. E., frères, horlogerie, bijouterie. — IIb. 1036 Valotton, L., camionnage. — IIb. 1038 Budry, Eug., en Charmontey. Wetzfelden: VIIIc. 1326 Waigand, Martha, Photographin. Winterthur: VIIIb. 1857 Eschle, Karl, Agentur der Basler Lebensversicherungsgesellschaft, Seen. — VIIIb. 1870 Humbel, Ernst, Spengler. — VIIIb. 1874 Mattmüller, J., Lindstr. 38. — VIIIb. 1867 Ninek-Schindler, H., Architect. — VIIIb. 1871 Sigg, A., Vertreter. — VIIIb. 1869 Türler, W. O. — VIIIb. 1872 Wirth, W., Dr. Winznan: Vb. 988 Einwohnergemeinde-Verwaltung. Wolfwil: IIIa. 722 Kissling, Gottl., & Söhne, Ofenbaugeschäft. Wynigen: IIb. 823 Oberaarg. Schwingerverband, Präsident G. Friedli, Leggiswil. Zofingen: VI. 3342 Schweiz. gemeinnütziger Frauenverein, Sektion Zofingen. Zollikon: VIII. 17898 Rodbard, Gerard, stud. Zürich: VIII. 11883 Astro A.-G. — VIII. 17779 Balmer, W., Dr. med., Arzt. — VIII. 17768 Bohrmann, B., Nachfolger, Fabrik versilberter Tafelgeräte, Frankfurt a. M., Filiale. — VIII. 17902 Bräuninger, E., Versandhaus. — VIII. 8277 Cercle des Amitiés catholiques. — VIII. 17803 Dolder-Elsbahngesellschaft. — VIII. 17749 Eckmann, Jakob, Bijouterie. — VIII. 14539 Fadutub A.-G. — VIII. 16202 Gartenbau-Genossenschaft. — VIII. 15616 Gross, A., & Cie., Zentralheizungen und sanitäre Anlagen. — VIII. 3629 Gubscr-Nievergelt, E. — VIII. 17877 Kamer, Hermann, Ingenieur. — VIII. 12088 Meier, Ernst, Malergeschäft. — VIII. 17627 Metallo-Wohnhaus. — VIII. 17870 Ping-Pong-Sporters. — VIII. 17769 Rögger, F. K., Dr. jur., Spezialagentur der « Vita » Lebensvers.-A.-G. — VIII. 17901 Schindler, Kurt, stud. phil. — VIII. 17885 Sozialdemokratische Partei Zürich 2. — VIII. 17878 Stoeker, Franz, Möbelzeichner. — VIII. 17866 Straubinger, A., Herrenschniderei. — VIII. 15124 Suter-Leemann, Sohn, Abtg. Möbeltransporte und Spedition. — VIII. 17880 Tobler, Arnold, Agenturen. — VIII. 17758 Zingg, Franz, Handelsvertreter. Bensheim (Hessen): V. 10251 Fuchs, Fridr., & Co., Inh.: A. Staack, Zelluloid-Zahnbürsten. Dresden: VIII. 15976 Enders, Max, Kaufmann, A. 16. Frankfurt a. M.: VIII. 3467 Fuld, Otto, Silber-Alpakka- und Bijouteriewaren. Leipzig: V. 10141 Strauch, Arwed. München: VIII. 17809 Höfling, Wilhelm, Verkehrsbureau. Reutlingen (Würt.): VIII. 17719 Seiz, Reinhold, Meeh. Strickwarenfabrik. St-Michel s. Orge (Seine-et-Oise): V. 10256 Wheeler-Hill, André.

Annoncen-Regie:

PUBLICITAS

Schweizerische Annoncen-Expedition A.-G.

Anzeigen — Annonces — Annunzi

Régie des annonces:

PUBLICITAS

Société Anonyme Suisse de Publicité

Kraftwerke Brusio A.-G., Poschiavo

Einladung zur Generalversammlung

Die Aktionäre werden hiermit zu der am Freitag, den 16. Mai 1930, 11.30 Uhr im Bankhaus A. Sarasin & Cie., in Basel stattfindenden sechszwanzigsten ordentlichen Generalversammlung eingeladen.

TRAKTANDEN:

1. Vorlage des Geschäftsberichtes und der Rechnung pro 1929.
2. Bericht der Rechnungsrevisoren.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresnutzens.
4. Decharge-Erteilung an den Verwaltungsrat.
5. Wahlen.
6. Wahl der Rechnungsrevisoren für 1930.

Die Bilanz, sowie die Gewinn- und Verlustrechnung samt dem Revisionsbericht liegen vom 8. Mai 1930 an zur Einsicht der Aktionäre im Bureau der Gesellschaft in Poschiavo auf.

Zur Teilnahme an der Generalversammlung sind die Aktien bis spätestens Montag, den 12. Mai 1930 bei der Gesellschaftskasse in Poschiavo oder bei einer der folgenden Depotstellen gegen Aushändigung der Eintrittskarte zu hinterlegen:

A. Sarasin & Cie., in Basel, und Credito Italiano, in Mailand und Rom.

Poschiavo, den 30. April 1930. (4844 Q) 1426 i Der Verwaltungsrat.

VERMAD Aktiengesellschaft, Glarus

Einladung zur 1. ordentlichen Generalversammlung

Montag, den 19. Mai 1930, nachm. 4 Uhr, beim Gesellschaftssitz in Glarus.

Traktanden:

1. Bericht des Verwaltungsrates und der Kontrollstelle über das Geschäftsjahr 1929.
2. Abnahme der Jahresrechnung.
3. Konstatierung der Vollenzahlung des Aktienkapitals.
4. Verschiedenes.

Glarus, den 22. April 1930. (1868 Z) 1822 i Der Verwaltungsrat.

Bauxit Trust Aktiengesellschaft

Kundmachung

Die am 1. Mai 1930 in Zürich abgehaltene ordentliche Generalversammlung dieser Gesellschaft hat die per 31. Januar 1930 abgeschlossene Bilanz festgestellt und für das Geschäftsjahr 1929/30 die Verteilung einer Dividende von drei Franken per Aktie beschlossen, wobei die 3% ige Dividendensteuer zu Lasten der Aktionäre geht und anlässlich der Dividendenzahlung in Abzug gebracht wird. Demzufolge werden nach Abzug der 3% igen Dividendensteuer per Aktie Fr. 2.91 ab 3. Mai 1930 in Zürich beim Bankhaus Blankart & Cie. K.-A.-G., Stadthausquai 7, in Budapest bei der Hauptkass der Ungarischen Allgemeinen Creditbank, V. Dorotya-u. 5, zur Auszahlung gelangen.

Zürich, am 1. Mai 1930.

Der Verwaltungsrat.

„Schweiz“

Allgemeine Versicherungs-Aktien-Gesellschaft Zürich

In der heute abgehaltenen Generalversammlung wurde die Dividende für das Geschäftsjahr 1929 auf Fr. 154.65 per Aktie festgesetzt. Demnach wird der Coupon Nr. 2 mit Fr. 154.65, bezw. abzüglich 3% Couponsteuer mit

Fr. 150 netto

von heute ab an unserer Gesellschaftskasse eingelöst. Den Coupons ist ein Nummernverzeichnis beizulegen. 1412 Zürich, den 29. April 1930.

Die Direktion.

HOTELS inserieren sehr vorteilhaft im Schweizerischen Handelsamtsblatt

M. Monatsbilanz 1930 der Mitglieder des Verbandes Schweizer Kantonalbanken - Bilan IIIeme mensuel 1930 des membres de l'Union des Banques cantonales suisses

du 31 Mars 1930

vom 31. März 1930

ACTIF

Table with columns: Firma - Raison sociale, Kasse inkl. Guthaben, Banken und Korrespondenzen, Zweiganstalten, Schweizer Wechsel, Wechsel auf das Ausland, Kontokorrent-Debitoren, Effekten und Coupons, Darlehen gegen Bürgschaft, Darlehen gegen Bürgschaft oder Forderung, Forderungen an Gemeinden u. Körperschaften, Hypothek-Anlagen, Immobilien, Pensionsfonds, Gesellschaftskonten, Total.

PASSIVEN

Table with columns: Firm - Raison sociale, Dotations-bw. Aktienkapital, Ordentliche Reserven, Spezial-Reserven, Rückstellungen, Bankk. Giro- u. Checkkonten, Bankk. in fremden Ländern, Zweiganstalten, Kontokorrent-Kreditoren, Sparkassen-Einlagen, Obligationen und Anleihen, Pensionsfonds, Gesellschaftskonten, Total.

Buchhaltungsbureau
FRISCH & Co.
vorm. Hermann Frisch
Weinbergstrasse 57
Zürich
Bureau gegr. 1899
Telephon Limmat 16.30

Einrichtungen
Nachtragungen
Revisionen
Bilanzen
Steuerangelegenh.

Englisch in 30 Stunden

„Rapidmethode“ Kein Buch zum Selbstanterricht sondern brieflicher Unterricht m. Aufgaben-Korrekturen. Die praktische Kenntnis der englischen Sprache wird jeden Tag wichtiger, und es handelt sich heutzutage nicht mehr um die Frage, ob man überhaupt Englisch lernen soll, sondern wo und wie man es leicht in kurzer Zeit erlernt. Der Leiter der Spezialschule „Rapid“ in Luzern hat auf Grund jahrelanger Erfahrung ein ganz eigenartiges System erunden, durch welches jedermann in seinem eigenen Heim mittelst brieflichen Fernunterrichts in interessanter und leichtfasslicher Art die englische Sprache in 30 Stunden für das praktische Leben geläufig sprechen erlernt. Erfolg garantiert. 1000 Referenzen. Man verlange Prospekt mit zahlreichen Anerkennungs-Schreiben gegen Rückporto. Spezialschule für Englisch „Rapid“ in Luzern Nr. 809.

LENK Sport-Hotel Wildstrubel
Vornehmes, bürgerliches Schweizerfam.-Hotel. Zimmer mit fliess. kaltem und warmem Wasser, Privatbäder, Garage, Restaurant, Tea-Room, Orchester. Pension von Fr. 11.— an. Prosp. durch E. Burkhalter. — Gleiches Haus: Thun, Hotel 1100 m ü. M. Victoria-Baumgarten in grossem Park.

ERGA
Stahlmöbel
F. GAUGER & CO ZÜRICH
Schweiz und Auslandspatente



**Organisiere
mit Material
von Carpentier**

Dieses Material gibt Sicherheit. Was gemacht ist, dient vollkommen. Genaue Lineaturen, sauberer Druck, gutes, dem jeweiligen Zweck entsprechendes Papier, gediegene Buchbinder-Arbeit. 75 jährige Erfahrung wirkt in jeder Lieferung.



NUR BESTES MATERIAL

PRÄZISE LINEATUR

GUTE BUCHBINDER ARBEIT

SAUBERER DRUCK - MÄSSIGE PREISE



Paul Carpentier Söhne A.G.
Fabrik für Buchführungs-Material
Löwenstrasse 31 Zürich Gegründet 1853

PERLA HABANA
DER ERSTKLASSIGE STUMPEN
PERLA HABANA
FEINE QUALITÄTSMARKE
10 Bouis Fr. 1.—
HEDINGER & CO
REINACH (AARGAU)



**Patentverkauf
oder
Lizenzabgabe**

Der Inhaber des Schweizerpatentes 181, 414 betr.

„Mühle“

wünscht mit schweizerischen Fabrikanten in Verbindung zu treten behufs Verkaufs des Patentes oder Lizenzabgabe.

Reflektanten werden gebeten, sich zwecks weiterer Auskunft zu wenden an Dipl.-Ing. H. Riese, Patentanwalt, Bahnhofstr. 78, Zürich I. 1450

**Patentverkauf
oder
Lizenzabgabe**

Die Inhaber des Schweizerpatentes 117217, betr. Verfahren und Vorrichtung z. Erzeugung einer Stichflamme

wünschen mit schweizerischen Fabrikanten in Verbindung zu treten behufs Verkaufs des Patentes oder Lizenzabgabe.

Reflektanten werden gebeten, sich zwecks weiterer Auskunft zu wenden an Dipl.-Ing. H. Riese, Patentanwalt, Bahnhofstr. 78, Zürich I.



Aufforderung an die Gläubiger

Die Aktiengesellschaft J. Moeklin & Cie., Fabrikation und Vertrieb von Likören und Spirituosen, Import, Export, Weinhandel, in Interlaken, ist durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre vom 28. April 1925 in Liquidation getreten. Zum Liquidator wurde bezeichnet Herr F. M. Hnebel-Bandry, Kaufmann, in Genf.

Zum Zweck der Beendigung der Liquidation ergeht hiermit an alle diejenigen, die Ansprüche an die Aktiengesellschaft zu haben glauben, die in der bis jetzt durchgeführten Liquidation noch nicht berücksichtigt worden sind, die Aufforderung, ihre Ansprüche mit Begründung und allfälligen Belegen bis zum 31. Mai 1930 heim unterzeichneten Anwalt anzumelden. Gläubiger, die sich nicht anmelden und deren Ansprüche auch nicht aus den Geschäftsbüchern der Gesellschaft ersichtlich sind, werden in der Liquidation nicht berücksichtigt. (1344T) 1431

Thun, den 30. April 1930.

J. Moeklin & Cie. A. G. in Liq.

Im Auftrage des Liquidators:
Dr. R. Göschke, Fürsprecher.

Rechnungsruf

Erblässer: Grütter Paul, gewes. Drogiat in Langnau i. E. 1418
Eingaben bis 24. Mai 1930 an den Beauftragten:
P. Egger, Notar, Langnau i. E.

Compania Hispano-Americana de Electricidad S. A.

Die Herren Aktionäre werden hiermit zu der am 28. Mai 1930, im Domizil der Gesellschaft in Madrid, Avenida del Conde de Penalver 8 und 10, um 12 1/2 Uhr, stattfindenden ordentlichen Generalversammlung einberufen, zwecks Beratung und Beschlussfassung über die in Art. 18, a) und b), der Gesellschaftsstatuten enthaltenen Traktanden.

Auf Grund des Art. 12 der Statuten haben die Aktionäre, welche an der Generalversammlung teilzunehmen wünschen, ihre Aktien mindestens 7 Tage vorher, gegen eine auf ihren Namen ausgestellte Eintrittskarte zu deponieren.

Als Depotstelle in der Schweiz ist bezeichnet worden: die Schweizerische Kreditanstalt in Zürich, Basel und Genf.
Madrid, den 30. April 1930. (2059Z) 1444

Der Präsident: Der Sekretär des Verwaltungsrates:
Feo. de A. Cambó. Miguel Vidal Guardiola.

Compania Hispano-Americana de Electricidad S. A.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen, eine ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre auf den 28. Mai 1930, 13 1/4 Uhr, ins Domizil der Gesellschaft, Avenida del Conde de Penalver 8 und 10, Madrid, einzuberufen, zwecks Beratung und Beschlussfassung über die Aenderung des Art. 21 der Statuten.

Falls sich zur angegebenen Zeit nicht die gemäss den Vorschriften des Art. 168 des spanischen Handelsgesetzes und des Art. 16 der Gesellschaftsstatuten erforderliche Anzahl Aktionäre einfinden sollte, würde eine zweite ausserordentliche Generalversammlung an demselben Ort und gleichen Tags, um 13 1/4 Uhr abgehalten.

Auf Grund des Art. 12 der Statuten haben die Aktionäre, welche an der Generalversammlung teilzunehmen wünschen, ihre Aktien mindestens 7 Tage vorher, gegen eine auf ihren Namen ausgestellte Eintrittskarte zu deponieren.

Als Depotstelle in der Schweiz ist bezeichnet worden: die Schweizerische Kreditanstalt in Zürich, Basel und Genf.
Madrid, den 30. April 1930. (2059Z) 1444

Der Präsident: Der Sekretär des Verwaltungsrates:
Feo. de A. Cambó. Miguel Vidal Guardiola.

Schweizerische Gesellschaft für Metallwerte, Basel

Dividenden-Zahlung

Gemäss Beschluss der heute abgehaltenen Generalversammlung unserer Aktionäre wird der Dividenden-Coupon Nr. 20 unserer Aktien mit Fr. 45.— abzüglich 3% Couponsteuer = Fr. 43.65 netto vom 3. Mai an eingelöst:
bei den Sitzen und Zweigniederlassungen des Schweizerischen Bankvereins,
sowie bei den Herren Ehinger & Co., Zahn & Co. und Ed. Greutert & Co. in Basel.
Gleichzeitig können gegen Ablieferung des Talons bei den genannten Banken neue Couponbogen mit Coupons Nrn. 21—40 bezogen werden.
Basel, den 2. Mai 1930. (4895 Q) 1423 I